Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/La-faillite-du-nucleaire

13 mai 2016

La faillite du nucléaire

Le naufrage économique du nucléaire

Ce n'est plus un secret pour personne, l'industrie nucléaire est à bout de souffle. Fuite des investisseurs, retards à répétition sur les chantiers, dettes colossales des opérateurs... Tous les experts s'accordent à dire que la filière nucléaire se trouve dans une situation financière calamiteuse. Les grands groupes démultiplient les artifices de communication en vain. La faillite de l'atome est devenue impossible à dissimuler.

En savoir plus

Un manque flagrant de vision stratégique

Si la stratégie n'est pas nouvelle, force est de constater qu'elle n'est plus gagnante. A force de soutenir une fuite en avant vers le « tout nucléaire », EDF et Areva se rapprochent dangereusement de la banqueroute. En se lançant dans des projets qu'elles sont incapables d'assumer, ces multinationales ont vu leurs caisses se vider jusqu'à un niveau dramatique.

Cette dégringolade est la conséquence d'un manque flagrant de vision stratégique. Pour tenter de maintenir l'image de champions industriels, les entreprises du nucléaire ont investi des sommes extravagantes dans des projets irréalistes. Alors que le chantier du réacteur EPR de Flamanville accuse déjà six années de retard (au moins dix ans pour celui d'Olkiluoto en Finlande), EDF persiste dans son aveuglement en tentant d'imposer la construction d'un nouveau réacteur EPR à Hinkley Point, en Angleterre. Cette fuite en avant est désormais dénoncée au sein même des sphères décisionnelles de l'entreprise !

Car, si ces projets sont une aberration environnementale, ils sont aussi parfaitement irréalistes au regard de la perte de compétences que connaissent ces entreprises. En témoignent les accidents à répétition sur les chantiers de « rafistolage » des centrales vieillissantes. A Paluel, le 31 mars 2016, la chute d'un générateur de vapeur de 465 tonnes de plus de 20 mètres de hauteur a prouvé, s'il en était besoin, la dangerosité de ces travaux de rafistolage sur les vieux réacteurs. Le parc nucléaire français est devenu un fardeau industriel totalement ingérable !

A la recherche de la rentabilité fantasmée

Pour compenser les pertes de la filière, les opérateurs suivent une stratégie de réduction des coûts au détriment de la sûreté des installations et de la sécurité des travailleurs du nucléaire. En témoigne le plan d'économies annoncé par Jean-Bernard Lévy, PDG d'EDF, qui doit revoir à la hausse l'annonce de la suppression de 3 500 postes sur la période 2016-2018 dans le but d'économiser près d'un milliard d'euros. Dans ce contexte, le recours abusif à la sous-traitance, et l'imposition de cadences infernales, est devenue monnaie courante. L'accident de Paluel cité ci-dessus n'est qu'une des nombreuses illustrations de cette stratégie du moindre coût. En vérité, le nucléaire n'est pas rentable et engloutit des milliards. Aussi, il ne peut qu'avoir recours à des pratiques de baisse des coûts qui dans un tel contexte sont alors imparablement dangereuses et parfois à la limite de la légalité. Le 3 mai 2016, Areva est ainsi contrainte de reconnaître avoir falsifié des certificats de contrôle concernant des pièces, fabriquées au sein de l'usine du Creusot, destinées à être intégrées à des équipements nucléaires. Cette énième affaire fait écho aux malfaçons que présentent le couvercle et le fond de la cuve du réacteur de l'EPR de Flamanville, fabriqués par Areva. Loin de freiner les travaux, la découverte des matériaux défectueux est totalement ignorée, EDF, maître d'œuvre du projet, ne souhaitant pas ralentir un chantier qui accumule les retards depuis son ouverture.

Une filière économiquement insoutenable et fuie par les investisseurs

Après les organisations de la société civile, ce sont désormais les organismes publics qui se rendent à l'évidence de l'insoutenabilité du nucléaire français. Pierre-Franck Chevet, président de l'ASN, alerte de plus en plus régulièrement sur les « graves difficultés économiques, financières ou budgétaires des acteurs industriels du nucléaire ». De son côté, en février 2016, la Cour des Comptes a publié un rapport pointant l'impréparation d'EDF à la veille du lancement de son « Grand carénage ». Il faut dire que l'entreprise, qui cumule une dette de 37,4 milliards d'euros, doit faire face à un véritable mur d'investissements de l'ordre de 250 milliards d'euros. Sur les marchés financiers aussi, la fuite des investisseurs est révélatrice de la très mauvaise santé des entreprises de l'atome. Après avoir perdu 90% de sa valeur boursière depuis 2007, le groupe Areva a vu sa note à nouveau dégradée à B+ par Standard & Poor's en décembre 2015. Dans le même temps, le titre EDF a perdu plus de 40% de sa valeur rien que sur l'année 2015. Depuis décembre 2015, l'électricien ne fait plus partie du CAC 40. Ainsi, même les places financières mondiales considèrent désormais les investissements dans le nucléaire comme très risqués.

Nos impôts et nos factures en ligne de mire derrière le mythe du nucléaire bon marché

Trois milliards pour EDF, cinq milliards pour Areva… Il s'agit des montants des recapitalisations engagées par l'Etat au profit d'une industrie dépassée. Plus qu'une erreur stratégique, cette attitude irresponsable s'apparente à un soutien complice. A l'heure où l'on martèle la nécessité de la réduction des dépenses publiques, ces opérations financières seront inévitablement financées par l'ensemble des contribuables français. Par ailleurs, le mythe de l'électricité nucléaire bon marché a vécu. L'argument utilisé pour faire accepter à la population le risque nucléaire est en réalité fondé sur des subventions publiques abondantes. Elles permettent de compenser les pertes accumulées par EDF, obligé de vendre son électricité moins cher que ce qu'elle coûte à produire. Et cela ne va pas aller en s'arrangeant. En effet, de nombreuses études estiment que le prix de revient de l'électricité censée être produite par le réacteur EPR de Flamanville serait 30% plus élevé que celui de l'électricité provenant des installations éoliennes terrestres.

Dans ce contexte, le manque à gagner se répercutera inévitablement sur les factures d'électricité de

la population si l'Etat s'entête à soutenir le tout-nucléaire au détriment du développement des énergies renouvelables.

Quatre vitrines à faire tomber

Vous avez sans doute entendu parler du chantier de l'EPR de Flamanville, de CIGEO, premier centre d'enfouissement des déchets en France, ou encore du « Grand carénage » d'EDF, cette grande opération (de com) visant à rafistoler les réacteurs vieillissants. Quant à la « force de dissuasion nucléaire », elle n'est plus à présenter tant on nous a rebattu les oreilles depuis la Seconde Guerre mondiale sur l'importance des armes nucléaires pour compter parmi les « grandes nations » sur la scène internationale.

En savoir plus

Ces quatre programmes sont utilisés par le lobby nucléaire comme vitrines d'un savoir-faire français censé garantir à la filière un avenir florissant. Sur le papier la France sait construire de nouveaux réacteurs (EPR) et tente de les vendre à l'étranger. Cependant, cette stratégie connaît des échecs à répétition du fait des nombreux déboires des chantiers EPR, qui suscitent la méfiance des acquéreurs potentiels. EDF tente également de nous faire croire que les actuels réacteurs vieillissants peuvent bénéficier d'un lifting baptisé « Grand carénage » qui prolongerait ainsi leur durée de vie à 50 voire 60 ans (au lieu des 30 ans prévus initialement lors de leur conception). Quant à CIGEO, on nous présente le projet d'une poubelle géante comme une solution miracle. Ce chantier, qui s'annonce le plus long d'Europe, est en effet crucial pour sauver la réputation du nucléaire. Il veut à la fois tenter de prouver qu'une réponse existe à l'insoluble problème des déchets nucléaires tout en favorisant l'acceptabilité par les populations du nucléaire, ses risques et les pollutions éternelles qu'il engendre.

Impossible, enfin, d'évoquer les vitrines du nucléaire sans parler de l'armement. La bombe atomique et l'arsenal de dissuasion nucléaire sont depuis leur origine brandis comme la preuve d'une maîtrise totale de l'atome et de la complémentarité de ses différents usages.

En réalité, le programme nucléaire militaire tout comme les installations civiles présentent de gros problèmes dans leur fonctionnement quotidien pour un coût inacceptable porté par les français.

Ces vitrines sont somme toute assez opaques et dissimulent de gros dysfonctionnements. Tout au long de l'année, le Réseau vous dévoile ce qu'il se cache derrière ces projets, qui témoignent de la réalité du nucléaire. Si ces façades déjà bien fissurées s'effondrent complètement, le lobby ne pourra plus masquer la nécessité de se détourner d'une énergie nuisible et anachronique. C'est pourquoi il nous faut aujourd'hui porter un coup décisif à ces vitrines et briser le mensonge sur lequel repose le nucléaire.

Sources utilisées dans cette campagne

Le financement du nucléaire est un enjeu très controversé. Sur le sujet, de nombreux chiffres, mis en avant par les défenseurs de l'atome, se fondent sur des méthodes de calcul biaisées afin de réduire volontairement le coût estimé de projets extravagants. Dans un souci de transparence, le Réseau « Sortir du nucléaire » met à disposition les différentes sources utilisées au sein de la campagne « Arrêtons les frais ! ». Certaines des chiffres présentés ici sont volontairement sous-évalués par les opérateurs du nucléaire. Cependant, lorsque manquaient des estimations indépendantes fiables, nous avons décidé de présenter ces chiffres, tout en étant conscient des biais de méthode qu'ils

présentent, afin de donner encore plus de poids à l'argumentaire du Réseau.

Voir les sources

Rafistolage :

- Coût du rafistolage des vieux réacteurs : 250 milliards d'euros.

Source : WISE Paris.

https://www.greenpeace.org/france/PageFiles/266521/greenpeace-rapport-echeance-40-ans.pdf

- Montant investi dans des travaux de maintenance et d'amélioration de la sûreté des deux unités de production à Fessenheim en 2014 : 50 millions d'euros.

Source : EDF.

https://www.edf.fr/sites/default/files/contrib/groupe-edf/producteur-industriel/carte-des-implantations/centrale-fessenheim/presentation/dp_cnpe_fsh_2015_-_def.pdf

CIGEO :

- Coût de CIGEO : 35 milliards d'euros. Source : ANDRA.

https://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Dossier_de_chiffrage_Cigeo_Andra_Tome_2.pdf

- Volume de déchets (HA et MA-VL) qu'il est possible d'enfouir à CIGEO : 83 500 m3.

Source : ANDRA.

https://www.cigéo.com/les-dechets-concernes/les-volumes-de-dechets-prevus-dans-cigeo

EPR :

- Coût du chantier du réacteur EPR de Flamanville : 10,5 milliards d'euros.

Source : EDF.

https://www.edf.fr/

- Date prévue de fin du chantier à la date de mai 2016 : 2018.

Source : EDF.

https://www.edf.fr/

Nucléaire militaire :

- Coût annuel du programme nucléaire militaire français : 3,6 milliards d'euros.

Source : ICAN, Infographie « Les armes nucléaires en France depuis 1945 », mars 2016.

https://icanfrance.org/wp-content/uploads/2016/03/Infog_ANFrance45.png

- Coût de la dissuasion nucléaire sur la période 2015-2019 : 19,7 milliards d'euros.

Source : LOI n° 2015-917 du 28 juillet 2015 actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense.

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000030943133&categorieLien=id

Coût des solutions alternatives présentées dans l'infographie « Arrêtons les frais ! » :

- Coût d'installation de 75 nouvelles éoliennes, d'une puissance totale d'environ 745 MW = 955 millions d'euros.

Source : Syndicat des énergies renouvelables, Etat des coûts de production de l'éolien terrestre en France, avril 2014.

https://www.enr.fr/userfiles/files/Brochures%20Eolien/Etat%20Co%C3%BBt%20de%20production%20%C3%A9olien%20terrestre%20VF.pdf

- Coût de rénovation thermique de 65 millions de m2 de logements = 19,7 milliards d'euros.

Source : Institut NégaWatt, La transition énergétique du secteur du bâtiment, mai 2014.

https://www.institut-negawatt.com/fichiers/etudes/2014_FFREE_Batiment.pdf

Voir notre dossier https://sortirdunucleaire.org/L-industrie-nucleaire-est-en-faillite